



Le Cercle du «Matin Dimanche»

Jean-Loup Chappelet

Professeur à l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) de l'Université de Lausanne

Les affaires qui minent le foot mondial entachent la réputation d'autres instances sportives.



lecercle.lematin.ch

Retrouvez les textes des personnalités du Cercle du «Matin Dimanche» et participez au débat.

Le système olympique ébranlé

Le scandale de la FIFA déteint sur le système sportif international et olympique. En effet, comme dans tout système, lorsqu'une partie est affectée, c'est le tout qui souffre et aussi chacune de ses composantes comme les COJO (Comités d'organisation des Jeux), le CIO (Comité international olympique), les CNO (Comités nationaux olympiques), d'autres FI (Fédérations internationales) telle celle de football (FIFA), voire des fédérations nationales ou des clubs. La réputation populaire du système olympique a été endommagée par celle du COJO de Sotchi 2014 et les budgets extravagants avancés par le gouvernement russe pour ces Jeux. Il le sera par ce qui se passera à Rio l'année prochaine, comme ce fut le cas pour Pékin 2008 ou pour la Coupe du monde de football Brésil 2014.

Pourtant le système olympique n'est pas responsable de tout ce qui se passe en Chine, en Russie ou au Brésil. Ces pays ont leurs propres problèmes et le sport international ou les grands événements sportifs ne peuvent pas les résoudre. Tout le monde en conviendra, mais il faut néanmoins inverser la pente dangereuse prise auprès de l'opinion publique qui rend souvent le système sportif responsable de tous les maux de la terre. Il convient en effet de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain! Le sport international a l'avantage de s'autofinancer, aussi en grande partie au niveau national et local. Il accomplit ainsi des tâches de régulation qui ne doivent donc pas être financées par les pouvoirs publics (c'est-à-dire les contribuables). Son financement par les sponsors et la télévision doit par contre être mieux régulé.

Il faut que ce système soit irréprochable sur la façon dont il est gouverné, comme d'autres systèmes publics ou privés. Il faut aussi qu'il soit prudent dans l'attribution des événements sportifs vis-à-vis des régimes qui portent les candidatures. N'oublions pas que l'attribution de la Coupe du monde de football au Qatar est à l'origine de la crise de la FIFA! Le CIO a aussi été critiqué pour l'attribution des Jeux d'hiver 2022 à Pékin (contre Almaty au Kazakhstan), mais pourtant personne ne suggère de boycotter les produits chinois!

Mais les réformes internes au système et les changements de personnes ne suffiront pas. Il faut aussi

que la loi donne l'encadrement nécessaire au système sportif s'il veut garder son autonomie. La Suisse a une responsabilité particulière à cet égard puisqu'une soixantaine d'organismes dirigeants du sport international sont basés ici et sous l'égide de son ordre juridique. Le Parlement examine actuellement une modification importante du Code pénal contre la corruption et une loi sur la protection des lanceurs d'alerte, deux textes indispensables qui devront être votés par les nouveaux parlementaires. Des mécanismes d'audit fiables des fonds distribués doivent aussi être mis en place car cette redistribution peut être l'objet de corruption.

Il faut que le système soit irréprochable sur la façon dont il est gouverné

Il faut aussi tenir le langage de la transparence et de la crédibilité pour reconquérir l'opinion publique et ainsi susciter des candidatures européennes à l'organisation de grandes manifestations sportives qui ne seront pas rejetées dans un vote populaire, par exemple en Suisse où Sion pense se lancer pour 2026. De ce point de vue, les annonces récentes de la candidature de Hambourg pour les Jeux d'été 2024 - qui est soumise à un référendum en novembre prochain - vont dans le bon sens après l'échec électoral de la candidature de Munich pour les Jeux d'hiver 2022, comme celle de Saint-Moritz et Davos. Le comité de Hambourg estime le coût total des Jeux à 11,2 milliards d'euros (fonctionnement + investissements). Certes, la somme est coquette mais représente proportionnellement peu sur plusieurs années par rapport au budget annuel de l'Allemagne (plus de 300 milliards d'euros). Autrement dit: oui, les manifestations sportives peuvent coûter cher mais peuvent aussi rapporter beaucoup, économiquement mais surtout socialement et urbanistiquement. C'est ce qu'il faut expliquer toujours et toujours sur la base de preuves crédibles et non de rumeurs urbaines, tout en réduisant autant que faire se peut la taille et le coût des grands événements. C'est à ce prix que pourra être restaurée la réputation du système sportif.